

**Le contrôle hégémonique de la bourgeoisie industrielle à
St-Georges de Beauce (note de recherche)**

**The Hegemonic Control of the Industrial Bourgeoisie in
St-Georges de Beauce (research note)**

André Roy

Volume 9, Number 2, 1985

Pouvoir local et crise économique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006269ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006269ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Roy, A. (1985). Le contrôle hégémonique de la bourgeoisie industrielle à St-Georges de Beauce (note de recherche). *Anthropologie et Sociétés*, 9(2), 171–184. <https://doi.org/10.7202/006269ar>

LE CONTRÔLE HÉGÉMONIQUE DE LA BOURGEOISIE INDUSTRIELLE À ST-GEORGES DE BEAUCE (note de recherche)



André Roy

Depuis une dizaine d'années, les succès économiques des Beaucerons suscitent l'admiration. Ce qui étonne, c'est la rapidité de l'expansion industrielle beauceronne et la diversité des secteurs de production, compte tenu du manque flagrant de matières premières susceptibles de générer une activité industrielle quelconque.

On attribue ce succès à l'esprit d'entreprise du Beauceron, sa solidarité régionale et son travail acharné. Dans la capitale régionale qu'est St-Georges, 48 des 69 entreprises en opération en 1980 ont vu le jour après 1970. Le boom industriel est jeune et diversifié. Les principales entreprises se retrouvent dans les secteurs des transports, du bois, du meuble, du vêtement, du textile et des aliments et boissons. D'autres œuvrent dans les domaines de l'imprimerie, des produits métalliques, de la machinerie, de la machine électrique, du cuir, du plastique, de la pierre, de l'argile et du verre.

Ce succès économique appartient aux Beaucerons. Le « royaume de la PME » s'est développé grâce au capital régional accumulé au fil des ans par la population. Pour plusieurs intervenants économiques de l'extérieur, le modèle de développement qu'a connu St-Georges ne peut pas être appliqué à une autre région du Québec. De là à crier au miracle économique, il n'y a qu'un pas que la bourgeoisie de St-Georges a encouragé et soutenu à des fins qu'il est intéressant d'analyser.

L'étude de ce « miracle économique » dans une municipalité comme St-Georges permet de faire ressortir les pratiques de la bourgeoisie locale quant au maintien de l'ordre économique régional, qui passe par un contrôle hégémonique du milieu. Nos recherches nous ont amené à identifier cette bourgeoisie, ses aspirations, ses liens avec le capital monopoliste, etc. Il est aussi important de voir comment se reproduit cette bourgeoisie par l'établissement de rapports de production particuliers (bas salaires, anti-

syndicalisme...), grâce à des outils de promotion industrielle, par un contrôle politique local et régional ainsi que par un discours idéologique propre à promouvoir le sentiment d'appartenance régionale. Cette étude s'inspire des travaux de Saint-Pierre (1973), Sales (1979) et Bariteau et al. (1983).

◇ Un peu d'histoire

Pour bien connaître la bourgeoisie, il faut comprendre l'histoire et l'évolution économique de St-Georges. Avant 1920, le développement économique de la Beauce appartient aux anglophones et passe par l'exploitation des ressources naturelles : l'or entre 1880 et 1900, le bois sur une plus longue période, de 1850 à 1950. Puis au début du siècle, deux entrepreneurs francophones, venus de l'extérieur, font leur marque à St-Georges et dans les environs. Le premier, Edouard Lacroix, fait fortune grâce à des contrats de coupe de bois qu'il obtient des grandes compagnies américaines et qu'il refile à des gros cultivateurs de la Beauce, agissant ainsi comme intermédiaire du capital. Il fonde en 1928 la St-Georges Wollen Mills, avec l'appui de la petite bourgeoisie traditionnelle montante à l'époque. Edouard Lacroix œuvre dans quatre secteurs de production : le bois, le textile, le commerce de détail et les services. Il fait des affaires au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Ontario, dans le Maine et le New Hampshire. Il est aussi député libéral aux Communes de 1925 à 1944. Au début des années 1930, il emploie 6 500 hommes dans le Maine et au Nouveau-Brunswick dans le secteur du bois.

Quant au second entrepreneur, Ludger Dionne, on le retrouve aussi dans le bois et le commerce, le textile, le cuir et l'immobilier, au Québec, en Ontario et au Manitoba. Son père Wenceslas Dionne est arrivé à St-Georges vers 1905 et ouvre une petite entreprise spécialisée dans la fabrication des accessoires de buanderie et de fromagerie. Ludger Dionne ouvre en 1932, la St-Georges Shoes avec l'aide de la petite bourgeoisie traditionnelle. Puis en 1944 il crée, toujours grâce à l'appui financier du même groupe, la Dionne Spinning Mills. Ludger Dionne est à son tour député libéral de Beauce aux communes de 1944 à 1949. Ces trois entreprises sont les seules d'envergure à St-Georges jusqu'au début des années 60.

Les deux éléments les plus dynamiques de la bourgeoisie industrielle de l'époque s'inscrivent dans une perspective nationale. Le contrôle qu'ils exercent sur la région n'est pas une fin en soi, il n'est qu'en liaison avec des objectifs plus grands. En ce sens, ils apparaissent beaucoup plus comme un segment local d'une bourgeoisie nationale que des membres d'une bourgeoisie régionale. De plus ils exercent, avec l'aide de la petite bourgeoisie traditionnelle, un contrôle très serré sur le développement économique, politique et idéologique de la région. Un informateur nous a raconté qu'Edouard Lacroix « filtrait » les prêts accordés par les succursales des institutions bancaires de St-Georges aux petits entrepreneurs et commerçants locaux, exerçant alors sur eux une hégémonie totale.

◇ Le contrôle actuel des entreprises locales

Laissant un modèle de société par actions, les Lacroix et Dionne ont montré la nécessité d'un capital de départ très important pour mettre sur pied une entreprise. Leurs succès sont dus aux liens qu'ils entretiennent avec la bourgeoisie locale et l'importance des souscriptions populaires¹.

Un questionnaire adressé aux entreprises locales durant les étés 1981 et 1982, dans le cadre du projet Plessisville-St-Georges-Thetford Mines sous la direction de Claude Bariteau de l'Université Laval, a permis de démontrer que 70% des entreprises industrielles de St-Georges ont démarré sous l'impulsion d'une association de membres de la bourgeoisie. Les entreprises de trois actionnaires et plus représentent 50% des industries de notre échantillon et 64,7% de ces entreprises ont des chiffres supérieurs à cinq millions de dollars. De leur côté, les entreprises à propriétaire unique ont surtout des chiffres d'affaires inférieurs à 500 000 dollars. En réalité, seules les petites entreprises restent la propriété d'un actionnaire unique. Certaines grandes entreprises de St-Georges, toutefois, appartiennent à plusieurs membres d'une même famille. C'est le cas de Canam-Manac et Procycle qui appartiennent à la famille Dutil, Comact à la famille Thibaudeau, Chemises Lapointe à la famille Lapointe et Textile Dionne à la famille Dionne².

La majorité de ces familles est issue de la petite bourgeoisie « contractante »³, la plus importante est actuellement la famille Dutil dont le père Mathias Dutil était contracteur pour Edouard Lacroix. L'alliance entre ces deux familles s'est concrétisée lors du mariage de Roger Dutil, fils de Mathias, à Gilberte Lacroix, fille d'Edouard. Les autres familles sont toutes de St-Georges à l'exception d'une seule, d'origine sherbrookoise.

Leur base d'accumulation ne se limite pas à St-Georges. On retrouve des compagnies contrôlées par des Beaucerons dans une quinzaine de villes dans le triangle St-Georges - Montmagny - Montréal. Il y en a aussi à Toronto, à Edmunston, et cinq dans les États de New York, du New Hampshire, du Maine et du Vermont. La majorité de ces dernières appartient à Marcel Dutil ou à Jean-Denis Poulin. Elles œuvrent dans les domaines du bois, de l'acier, du transport et du textile. La plupart de ces entreprises recherchent un financement auprès des grandes banques à charte du Canada. On laisse aux petites entreprises de la petite bourgeoisie traditionnelle le soin de se financer sur le réseau régional très bien structuré.

Cinq banques à charte ont pignon sur rue à St-Georges. On y retrouve aussi la Banque Fédérale de Développement, deux caisses populaires du

¹ Ce type de concertation a été maintes fois repris pour d'autres fins socio-économiques et communautaires comme pour la construction de l'aréna et des piscines.

² Depuis quelques années la S.D.I. (Société de Développement Industriel) et la Caisse de Dépôt du Québec se sont associées financièrement au Groupe Canam-Manac. En 1984, cette entreprise émettait de lucratives actions privilégiées à la bourse de Montréal.

³ Il s'agit d'une fraction de la petite bourgeoisie traditionnelle ayant accumulé son capital à partir des contrats de coupe de bois dans la région de la Beauce et du Maine.

mouvement Desjardins et une Caisse d'Établissement. Le Conseil économique de Beauce (C.E.B.) a favorisé la création en 1975 de la Caisse d'Entraide Économique de Beauce-Sud qui, suite à la crise qu'a connue cet organisme en 1981, est devenue la Société d'Entraide Beauce-Mégantic Inc. après sa fusion avec la Caisse de Lac-Mégantic. Le C.E.B. a aussi mis sur pied en 1978, la S.O.D.E.Q. (Société de développement des entreprises québécoises) Beauce-Appalaches Inc., un organisme privé chargé d'investir dans les PME de la région. Suite à certaines difficultés, la S.O.D.E.Q. s'est jointe à d'autres organismes du même genre pour former Le Premier Groupe SODEQ Inc., dont le siège social est maintenant situé à Longueuil.

Les données obtenues par notre questionnaire révèlent que les banques représentent 42,9% du financement des entreprises de St-Georges contre 6,1% pour les caisses et les autres institutions financières. L'appel aux banques et la recherche d'un marché financier diversifié montre bien la transition du capitalisme beauceron vers le capitalisme monopoliste. Beaucoup d'industriels à St-Georges réinvestissent la totalité de leurs bénéfices dans l'entreprise, ne prenant qu'un salaire. Près de 10% des entreprises de l'échantillon ne se financent qu'à partir de cette source et 30,2% des entreprises pratiquent l'autofinancement de façon partielle ou totale. Dans le secteur du textile ce mode de financement occupe une place importante avec 47% des entreprises. Les secteurs moins traditionnels de la métallurgie et de la machinerie ne s'y adonnent presque pas; ils obtiennent un support financier principalement des banques.

Le support financier gouvernemental est aussi recherché. Avec l'aide du Conseil Économique de Beauce, qui prépare certains dossiers et des rencontres, 26,4% des industriels de St-Georges vont chercher 9,3% de leur financement actuel sous forme de subventions. Celles-ci proviennent principalement du M.I.C.C. (Ministère de l'industrie et du commerce du Canada), du M.I.C.T. (Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme du Québec), de l'O.P.D.Q. (Office de la planification et du développement du Québec) et de la S.D.I. (Société de développement industriel). Elles sont surtout versées à des fins d'amélioration de l'équipement industriel.

Les banques assurent la moitié des sources de financement des PME de St-Georges, sous forme de prêt industriel, de marge de crédit et de fonds de roulement pour les entreprises. Les banques font généralement plus de 60% de leurs chiffres d'affaires avec les industries locales et régionales. Il importe toutefois de souligner que les entreprises ne font pas toutes affaires avec les succursales locales. Canam-Manac, par exemple, transige de 50 à 60% de son financement international et national avec la Banque Nationale de Paris. Certaines petites entreprises locales font de même. C'est la Banque Royale qui a les plus gros clients à cause, nous dit un informateur, de son ancienneté et de son intégration dans le milieu.

Dans le secteur du vêtement et du textile, les affaires se font généralement avec la Banque Nationale. Le financement de cette banque ne représente que 29,2% du financement total dans ce secteur. Ce sont les secteurs les plus dynamiques et les moins traditionnels, tels la machinerie et la métallurgie, qui font le plus appel aux banques. Dans cet ordre d'idées, les caisses ne représentent que 1,7% du financement contre 4,4% pour les autres institutions financières.

La dépendance de l'industrie beauceronne se confirme également par l'analyse de ses marchés d'importation et d'exportation. L'industrie doit faire 82,9% de ses achats à l'extérieur de la région, notamment dans les secteurs du matériel de transport, de la machinerie, des produits métalliques, du textile et du vêtement qui dépendent à 99,0% de l'extérieur de la région. 16,8% des achats de matières premières proviennent de l'extérieur du Québec; cela représentait en 1979 pour l'ensemble des industries beauceronnes plus de \$61 000 000. Par ailleurs, ces mêmes entreprises ne vendaient que 17,5% de leur production en Beauce comparativement à 37% à l'extérieur du Québec pour près de \$230 000 000. Encore là, on retrouve en tête de liste des principales entreprises exportatrices, celles des secteurs du matériel de transport, du textile, du vêtement, de la machinerie électrique et des produits métalliques. La dépendance face au capital monopoliste est grande.

À St-Georges, l'industrie manufacturière est sous le contrôle de deux groupes distincts. D'abord, une petite bourgeoisie traditionnelle, moins importante en termes d'actifs et de contrôle des moyens de production. Ce sont les petits propriétaires uniques. Leurs entreprises n'emploient jamais plus de dix travailleurs. Ils se retrouvent dans les secteurs les plus traditionnels, par conséquent non monopolisés. Leur clientèle est souvent régionale et locale à plus de 75%. C'est le cas d'une quarantaine d'entreprises à St-Georges.

Ce ne sont pas eux que l'on retrouve au sein des organismes voués à la promotion industrielle et économique de la région bien qu'ils siègent aux conseils d'administration des caisses populaires, de la Caisse d'Entraide et de la Caisse d'Établissement au même titre que la petite bourgeoisie du secteur commercial, puisque c'est à eux que s'adressent ces différentes institutions financières de type coopératif. La plupart de ces entreprises sont relativement anciennes et il ne semble pas qu'elles soient destinées à connaître une expansion dans les prochaines années. Elles apparaissent de plus en plus dominées par le capital monopoliste et, à moyen et long terme, leurs propriétaires risquent de se retrouver recyclés dans la nouvelle petite bourgeoisie parce qu'elles sont dépendantes du capital monopoliste à tous les niveaux : financement, vente de la production, achat de la matière première, etc.

Le second groupe, véritable segment de la bourgeoisie nationale, est cité en exemple par la majorité des intervenants économiques intéressés

par la prospérité de la Beauce; il ne représente que 25% environ des industries locales mais contrôle près de 70% du chiffre d'affaires et plus de 75% de la main-d'œuvre manufacturière locale. Son membership est concentré dans la mesure où il ne comprend qu'une vingtaine d'individus. Ces hommes d'affaires diversifient leurs investissements et leurs entreprises et ont très souvent plus de cinquante employés. Ils siègent aux conseils d'administration de plusieurs organismes et s'occupent de promotion industrielle. On les voit souvent sur la scène politique municipale. Il leur paraît important d'« exporter » la Beauce en même temps que leurs produits.

Toutefois, ce groupe, comme le premier, est dépendant des fluctuations du marché et désavantagé par les coûts de transport de la matière première importée. Aussi, les industries beauceronnes doivent-elles compter sur d'autres atouts pour diminuer les coûts de production. L'un d'eux, le principal, est de maximiser le rendement du procès de travail par une efficacité supérieure à celle de la concurrence ou, encore, le paiement de salaires moindres à la main-d'œuvre employée.

Si dans l'ensemble les agents de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie traditionnelle n'ont pas le contrôle total de l'économie régionale, ils ont, par contre, une véritable maîtrise sur les travailleurs. La faible présence des cadres venus de l'extérieur et l'implication directe des propriétaires dans les entreprises assurent à la petite bourgeoisie traditionnelle et à la bourgeoisie cette emprise, sur la base de modèles hérités des générations précédentes et appliqués dans presque tous les types d'entreprises.

Le faible développement de l'industrie durant la première moitié du XXe siècle et la déstabilisation de l'agriculture dans les années 1945-1960 ont amené, en Beauce, une surabondance de main-d'œuvre. Cette dernière, peu qualifiée et non organisée, est devenue une source de travail peu coûteuse pour la bourgeoisie. Elle fut donc sous-payée.

En 1946, l'écart des salaires entre la Beauce et le Québec était de plus de 30%. Toutefois, cet écart a toujours eu tendance à diminuer de telle sorte qu'il était, en 1976, de 19,3%, ce qui est encore loin de l'égalité. La différence entre les salaires en Beauce et au Québec laisse percevoir le faible niveau d'organisation ouvrière en Beauce et à St-Georges. La faiblesse des syndicats et la forte homogénéité de la bourgeoisie jusqu'au début des années 1970 sont des facteurs qui expliquent les aspirations apparemment mitigées des travailleurs.

Le maintien d'un écart des salaires est partiellement compensé par un système de prime. En effet, plusieurs entreprises offrent des primes au rendement. C'est le cas surtout des entreprises ayant plusieurs employés, particulièrement dans l'industrie du vêtement où le travail à la pièce est chose courante. Ce type de bonus basé sur la répartition des profits de l'entreprise est parfois fort complexe. Par ce système, on arrive à impliquer

les travailleurs selon Marcel Dutil. Dès lors, ceux-ci sont les premiers à remarquer ce qui ne va pas sur la ligne de production, ce qui rend souvent inutile l'emploi de contremaîtres car, comme le souligne Lavertue (1981), les ouvriers se « contrôlent mutuellement ». C'est donc plus qu'un système de bonus. Il s'agit d'un mécanisme de contrôle qui favorise le rendement des entreprises beauceronnes en permettant l'augmentation de la productivité et la baisse des coûts de production.

Quant au syndicalisme, il a suivi, dans le secteur public, un développement similaire à celui du Québec, dans le secteur privé. Outre la longue grève de la Dionne Spinning Mills en 1948, une seule grève est venue secourir l'industrie et le commerce à St-Georges avant 1970. Il s'agit de celle des travailleurs de la Baby Bear Shoes, membres de la Centrale des Syndicats Nationaux (CSN). Ces derniers ont été en grève un mois avant d'obtenir leur accréditation. Au cours des années soixante, la CSN s'est implantée progressivement à St-Georges. En 1971, on ne comptait cependant que 18 syndicats dans la région sur les 71 entreprises de plus de 10 employés. Dix d'entre eux étaient affiliés à la CSN.

La création, en 1972, de la Centrale des Syndicats Démocratiques (CSD) a engendré un certain essor du syndicalisme beauceron. Seule centrale à avoir un représentant permanent à St-Georges, elle a tôt fait d'attirer à elle les travailleurs de la CSN. Ainsi, plus de 1000 syndiqués ont changé de centrale au cours de la première année d'existence de la CSD. La perspective d'un syndicalisme en liaison avec l'entreprise sourit probablement plus aux Beucerons que celle d'un syndicalisme d'action désireux, à l'époque, de renverser le système.

Depuis 1972, on compte 19 grèves à St-Georges dont 13 ont duré moins de trente jours. Chose certaine, la population désapprouve les grèves et comme le rappelle Roy (1981), la Beauce est « une des régions du Québec où l'anti-syndicalisme est un sentiment avouable et partagé par une importante proportion des salariés ».

Il existe aussi à St-Georges, et dans toute la Beauce, particulièrement dans les manufactures de vêtement des petites localités⁴, des associations de travailleurs indépendants des grandes centrales syndicales qui, dans certains cas, sont gérées par les propriétaires. 400 travailleurs de l'industrie et du commerce de St-Georges se retrouvent dans ce type d'association. Cette faible organisation syndicale découle d'un héritage de pratiques de production, où les rapports de travail renvoient à d'autres types de rapports davantage liés à la famille et à la parenté.

Edouard Lacroix et Ludger Dionne ont donné le ton aux relations patronat-employés en reproduisant dans leurs entreprises les rapports de pro-

⁴ Ce type d'association se retrouve aussi dans de grosses entreprises comme Canam-Manac.

duction de la petite production marchande et agricole, en gardant des relations « cordiales » et intimes avec leurs employés.

Aujourd'hui, dans les secteurs industriels du bois, de l'imprimerie, des produits métalliques, de la machinerie électrique, du plastique et des produits de la pierre, de l'argile et du verre, les rapports de production de type pré-capitaliste se reproduisent très facilement car il n'y a, en moyenne, qu'à peine huit ou neuf employés incluant très souvent le propriétaire.

Dans l'alimentation et le meuble, on compte généralement de 20 à 25 employés. Bien qu'il y ait division du travail reposant sur une main-d'œuvre non qualifiée ou déqualifiée détachée du contrôle de la production, la nouvelle petite bourgeoisie d'encadrement y est souvent embryonnaire puisqu'il s'agit, dans bien des cas, du propriétaire.

Dans les autres secteurs, monopolistes ceux-là, les rapports de production relèvent d'une organisation où se manifestent une division technique du travail et la présence d'une petite bourgeoisie d'encadrement bien structurée. Cependant, les propriétaires gardent la mentalité de leurs prédécesseurs; la nouvelle petite bourgeoisie est formée sur place.

Dans la plupart des usines où la division du travail est de type capitaliste, c'est-à-dire où il y a séparation du travail intellectuel et manuel ainsi qu'un fractionnement de la production, la mentalité des entrepreneurs et des ouvriers reste très près du mode de la petite production marchande. Dans un tel contexte, n'importe quel patron ne peut résister au charme de la Beauce et de St-Georges. Aussi, le patronat cherche-t-il à le maintenir en place en vantant, comme le fait Raymond Dutil, P.D.G. de Procycle, la malléabilité des structures et la souplesse de la main-d'œuvre.

◇ La promotion industrielle et le discours idéologique de la bourgeoisie

Pour maintenir un tel contexte, la bourgeoisie doit être bien organisée et suivre un pattern assez semblable. Qui plus est, elle doit se présenter de façon homogène et assurer l'essor industriel. C'est au travers de la promotion industrielle que celle-ci a atteint son objectif.

De 1969 à 1975, deux organismes se succèdent pour promouvoir le développement économique de St-Georges. D'abord, le Conseil d'Expansion Industrielle de St-Georges (C.E.I.) est fondé en 1969 sous l'égide de Ville St-Georges; il est formé d'industriels, tous membres très actifs des principaux clubs sociaux de St-Georges (Rotary, Richelieu, Lion, etc.) qui voient, de façon bénévole, à planifier le développement économique de St-Georges Est.

Puis en 1975, naît la Commission Industrielle Intermunicipale de St-Georges (C.I.I.) qui regroupe les quatre municipalités du Grand St-Georges (Ville St-Georges, Ville de St-Georges Ouest, Paroisse St-Georges Est et Aubert-Gallion) et est financé par le M.I.C.Q. à 50% de son budget annuel. Mieux structurée que le C.E.I., elle emploie un commissaire à temps complet. Ce dernier quitte la commission après dix mois pour acquérir Chaussures St-Georges et investir dans les deux seules entreprises que la C.I.I. a réussi à mettre sur pied : les Vêtements Sports R.G.R. Inc. et Boccam Inc. M. Jean-Denis Poulin, président de Boccam est aussi président de la C.I.I. Ces deux organismes recherchaient des capitaux étrangers.

En 1976, le Conseil Économique de Beauce voit le jour suite à une restructuration de la C.I.I. Il regroupe plus de vingt municipalités. Ses objectifs diffèrent des deux premiers organismes; il vise plutôt : 1) à développer les entreprises locales plutôt que de chercher à en importer de l'extérieur; 2) à miser sur les petites entreprises afin d'éviter une possible augmentation des salaires dans la région; et 3) à favoriser l'essor des secteurs de base qui amènent souvent la création d'autres entreprises satellites.

Depuis sa fondation, le C.E.B. a aidé à la réalisation de plusieurs organismes à vocation économique : la Caisse d'Entraide Économique de Beauce Sud Inc., la S.O.D.E.Q. Beauce-Appalaches Inc., un bureau régional du M.I.C.T. du Québec, une succursale de la Banque Fédérale de Développement, la réunion des mutuelles d'assurance de paroisse en la Société d'Assurance Contre l'Incendie de Beauce, et d'autres.

L'accès à ces sources de financement est surtout utile à la petite bourgeoisie. On peut donc penser que le C.E.B. représente un atout majeur pour la bourgeoisie dans son effort de conservation de son contrôle économique et politique à St-Georges et dans la région, en lui permettant de s'articuler aux petites bourgeoisies traditionnelles de plusieurs façons. D'abord, par ce lieu de rencontre, il y a une concertation au niveau du développement économique régional. Ensuite, en travaillant à l'essor de la petite bourgeoisie traditionnelle, il peut obtenir son soutien et justifier un discours régionaliste axé sur les petites entreprises locales. D'ailleurs, l'un des rôles importants du C.E.B. est de favoriser la diffusion de ce discours régionaliste.

La bourgeoisie est aussi fortement présente au sein du conseil d'administration du Conseil Économique de Beauce. Ce dernier a su canaliser l'information sur les possibilités financières et matérielles qu'offrent les gouvernements et s'ajuste continuellement au développement du capitalisme monopoliste via la mise sur pied de parcs industriels, l'utilisation de programmes gouvernementaux d'aide aux petites entreprises et l'injection de capital de l'État.

Afin d'assurer sa reproduction, la bourgeoisie de St-Georges doit aussi voir à faire partager sa vision du développement économique beauceron à l'ensemble de la population. À travers les médias d'information, les rencontres sociales ou les organismes socio-économiques, l'idéologie de la classe dominante prend toute sa place. À ces occasions, le dynamisme de la bourgeoisie est toujours mis de l'avant et il est accompagné de la reconnaissance du mérite des travailleurs beucerons. Les succès remportés par Edouard Lacroix et Ludger Dionne, dans la première moitié du XXe siècle, ont de plus servi de modèles pour définir le Beauceron. Pour D'Anjou-Lessard, ces succès ont renforcé l'identité beuceronne. Ces derniers :

sont animés d'une fierté et d'une détermination, d'un sens des affaires et d'un goût du risque comme on n'en voit pas ailleurs. (...) ils sont des « fonceurs » de nature. Ils réagissent rapidement et ils ont de l'énergie à revendre (D'Anjou-Lessard 1982: 107).

Ainsi forgée à partir des caractéristiques des éléments les plus dynamiques de la bourgeoisie, l'identité beuceronne a été très vite appliquée à toute la population. Le C.E.B. est devenu le « reflet du dynamisme beauceron ». Du moins, c'est le slogan qui orne toutes ses publications. La fierté d'être Beauceron est l'élément moteur de cette identité. Les médias d'information ont largement diffusé cet élément du discours en misant sur les réussites de la population au cours de son histoire⁵.

Les propos des industriels valorisent le travailleur beauceron qui les adopte volontiers, semble-t-il. L'entrepreneurship et le dynamisme ne sont pas réservés à la bourgeoisie. Ceci augmente la fierté de l'ensemble des Beucerons et leur permet de se sentir maîtres d'eux-mêmes en usine.

Avec un tel discours de la bourgeoisie, le travailleur beauceron développe un sentiment d'appartenance à l'entreprise. La plupart des dirigeants locaux des banques à charte canadiennes reconnaissent que ce sentiment d'appartenance est un élément majeur de la rentabilité des entreprises locales. L'organisation de la production et l'implication des propriétaires vont dans ce sens et contribuent à susciter l'ardeur des travailleurs pour rentabiliser les entreprises.

La réussite économique des Beucerons s'exprime, en partie, par son réseau de petites et moyennes entreprises. Il importe donc à la bourgeoisie de valoriser aussi les avantages qu'offrent ces petites entreprises par rapport aux multinationales.

⁵ Tous les Beucerons connaissent l'histoire de la famille Vachon de Ste-Marie, celle d'Hervé Pomerleau de St-Georges, ou d'Edouard Lacroix et de Roger Dutil. Quant à Hervé Pomerleau, il fut d'abord menuisier puis surintendant de chantier, pour devenir par la suite entrepreneur en construction en 1964, à la fermeture de l'entreprise qui l'engageait. Il est aujourd'hui le second entrepreneur général au Québec avec des contrats de l'ordre de 94,9 millions de dollars en 1981. Il se classe 19e au Canada en ce domaine.

Dans le discours, on entend souvent que les multinationales, si elles offrent des salaires plus élevés que les PME, n'hésitent pas à mettre à pied des travailleurs par tranche de 300 à 400 et même plus, laissant toute une région désarticulée par un fort taux de chômage. La proximité de Thetford Mines, où la crise économique a frappé durement le secteur de l'amiante et du même coup toute la population locale, accentue cet élément du discours de la bourgeoisie.

Pour celle-ci, les multinationales n'offrent pas de relations patrons-ouvriers personnalisés comme peuvent se le permettre les petites entreprises beauceronnes. Aussi valorise-t-elle l'esprit de famille pour garder la motivation des travailleurs.

Le discours de la bourgeoisie ou des représentants des différentes institutions qui se sont occupés de promotion industrielle à St-Georges est aussi un élément important de sa reproduction. Il occupe toute la scène locale et contribue, en l'absence d'une force syndicale bien organisée, à empêcher la conscientisation des travailleurs beaucerons face à leur exploitation. À St-Georges tout au moins, l'effet a porté car il n'y a presque jamais eu de grandes manifestations regroupant des citoyens mécontents. La lutte des classes est niée par le patronat et par la classe ouvrière. La bourgeoisie a su inculquer à la population en général — on l'enseigne d'ailleurs dans les écoles — que la réussite des industriels n'est pas autre chose que la réussite de tous les Beaucerons et a su cacher le fait que cette réussite de l'industrie beauceronne est supportée aussi de l'extérieur.

◇ Pouvoir politique régional

La bourgeoisie a toujours su contrôler les différentes institutions politiques de la région. Si la présence de la bourgeoisie, sur la scène politique fédérale et provinciale, s'est très bien fait sentir depuis la Confédération jusqu'en 1950, son alliance avec les petites bourgeoisies traditionnelles sur la scène municipale n'a fait que concrétiser cette hégémonie politique.

L'analyse des implications des classes sociales de St-Georges, au niveau local, n'est pas facile à cause des divisions administratives du Grand St-Georges. Il y a quatre municipalités, quatre maires, donc quatre conseils municipaux. En 129 ans d'histoire, les municipalités du Grand St-Georges auront eu près de cent maires différents et peut-être de 300 à 400 échevins. Signalons toutefois que la plupart des élus sont des commerçants, des professionnels ou des entrepreneurs industriels.

À St-Georges, comme en Beauce et dans beaucoup d'autres municipalités du Québec, la politique municipale semble avoir été une affaire de famille, mais c'est aussi une affaire de classes sociales. En effet, on ne remarque pas la présence constante d'un groupe industriel en particulier à l'un des conseils

de ville mais plutôt la présence de membres de ces groupes à des moments importants de l'histoire économique. En d'autres moments, la présence indirecte de ces groupes se fait sentir par l'intermédiaire de leurs réseaux de parenté et d'amitié.

Par exemple, la famille Thibaudeau a une grande influence économique sur la région durant la première moitié du XXe siècle. Elle est alors fortement présente aux conseils municipaux entre les années 1914 et 1950. Quatre maires du village ou de la paroisse sont issus de cette famille, un autre a été échevin de Ville St-Georges. La famille Thibaudeau étant liée économiquement aux familles Lacroix et Dionne, la présence d'un des membres de ces trois familles sur la scène municipale a quasi les mêmes incidences pour les entreprises des deux autres familles.

Dans l'est, après le long règne de Josaphat Poulin (1937-40 et 1950-58), neveu d'Edouard Lacroix, à la mairie de Ville St-Georges, c'est au tour de Sylvester Redmond de devenir maire en 1962. Il y restera treize ans, avec une interruption entre 1966 et 1970. Garagiste et commerçant, Redmond a vu à la promotion du commerce de St-Georges; c'est sous sa direction que les zones les plus commerciales de St-Georges-paroisse furent annexées, permettant ainsi à la municipalité de devenir une des villes les plus riches per capita de la province de Québec à cause des redevances de la taxe de vente. Redmond était fortement appuyé par la petite bourgeoisie traditionnelle, pour qui il a solutionné plusieurs problèmes du centre-ville. Quatorze des dix-sept conseillers municipaux et maires entre 1960 et 1979 ont été des membres de la petite bourgeoisie traditionnelle. La plupart sont des marchands.

Robert Dutil (petit-fils d'Edouard Lacroix), bat Redmond à la mairie en 1979 avec une nouvelle équipe composée principalement d'industriels et de membres de la nouvelle petite bourgeoisie, ce qui met fin à près de vingt ans de domination de la petite bourgeoisie traditionnelle au Conseil de ville de St-Georges.

◇ Conclusion

À partir de la crise de 1929 jusqu'à la deuxième guerre mondiale, St-Georges connaît une première expansion manufacturière dans les secteurs du textile et du cuir. Les capitaux provenant de l'industrie forestière sont alors recyclés par Messieurs Lacroix et Dionne, qui ont lancé trois projets manufacturiers. L'ouverture de ces manufactures s'accompagne d'un boom démographique d'importance qui voit la population locale doubler de 1931 à 1951. Elle favorise aussi l'apparition d'un prolétariat, d'origine paysanne et beauceronne, qui accepte sans problème la reproduction dans ces entreprises des rapports sociaux de production relevant de la petite production marchande et agricole.

Déjà, à cette époque, Edouard Lacroix et Ludger Dionne s'appuient sur un discours paternaliste et régionaliste vis-à-vis les travailleurs et réussissent à développer un sentiment d'appartenance à l'entreprise.

Divisé administrativement depuis 1907 en deux municipalités, le St-Georges industriel demeure néanmoins contrôlé par les deux grandes familles avec la collaboration de quelques autres issues de la petite bourgeoisie contractante : les familles Thibaudeau, Poulin, Gilbert et Dutil.

Avec ces éléments, les bases du miracle économique des années 1970 sont quasi en place. Il ne manque que le contrôle de la main-d'œuvre. Il se fera dans les premières années de l'après-guerre contre la syndicalisation, ce qui assure à la bourgeoisie industrielle présente à St-Georges le contrôle hégémonique local. La répression économique et idéologique qui suivra la grève des travailleurs du textile à la Dionne Spinning Mills en 1948 marquera d'une mort prématurée le syndicalisme à St-Georges et l'on devra attendre une quinzaine d'années avant que les syndicats ne se reconstituent.

Devant ces années de « paix » ouvrière, la bourgeoisie se structure. Elle met sur pied des institutions politiques, économiques et sociales qui lui permettent de garder son homogénéité et d'entretenir l'appui que lui accordent les petites bourgeoisies traditionnelles et nouvelles. Ainsi, en vingt ans, la structure industrielle s'est diversifiée avec la création de 48 nouvelles entreprises, en dépit de coûts de production élevés à cause de l'éloignement des grands centres.

Cette brève analyse du contrôle hégémonique de la bourgeoisie dévoile, nous l'espérons, quelques dessous du « miracle économique ». Elle montre comment la bourgeoisie industrielle de St-Georges a consolidé son développement en misant sur l'inorganisation des classes ouvrières.

Cette étude fait aussi ressortir la présence dans une région périphérique d'un segment local de la bourgeoisie industrielle nationale, minoritaire en nombre mais appuyée par une petite bourgeoisie traditionnelle très développée et dépendante de la première à tous les points de vue.

BIBLIOGRAPHIE

- BARITEAU C., P. Durand et L. Pilon-Lé
1983 *Le pouvoir local : précisions conceptuelles et méthodologiques pour une analyse marxiste*. Documents de recherche. Laboratoire de recherches anthropologiques, Université Laval.
- D'ANJOU-LESSARD A., L. Dionne et F. Bourgault
1982 *Le développement économique régional*. Cours conçu et réalisé en collaboration avec le Conseil Économique de Beauce. St-Georges: Texte ronéotypé, 3 modules.

LAVERTUE R.

1981 *Région, classes sociales et industrie : la question beauceronne*. Département de géographie, notes et documents de recherche, Université Laval.

ROY M.

1981 « Beauce Inc. », *L'Actualité* 6, 11: 116-128.

SAINT-PIERRE C.

1974 « De l'analyse marxiste des classes sociales dans le mode de production capitaliste », *Socialisme québécois* 24: 9-33.

SALES A.

1979 *La bourgeoisie industrielle au Québec*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.

André Roy
325, 15e Rue, app. 1
Ville St-Georges Ouest
Québec, P.Q.
Canada G5Y 4X2